

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21312 - 79ÈME ANNÉE

Coup d'État au Niger et prix de l'électricité à La Réunion

L'autonomie énergétique pour protéger les Réunionnais de l'impact des crises internationales



Le récent coup d'État au Niger a été marqué par des manifestations de soutien au putschistes. Ces rassemblements ont également montré une opposition à la présence de la France dans le pays. Or, une grande partie de l'uranium consommé par les centrales nucléaires françaises provient du Niger. Si ce coup d'État débouche sur une transition avec l'élection de nouveaux dirigeants voulant augmenter substantiellement le prix de l'uranium exporté vers la France, le coût de production de l'électricité dans ce pays va encore augmenter. Ce ne sera pas sans répercussion sur le prix payé par l'utilisateur en France. Or, à La Réunion, ce prix est aligné sur celui de la France. S'il augmente là-bas, c'est pareil ici.

A La Réunion, le prix de l'électricité est aligné sur ce-

lui de la France. Cela découle d'une péréquation tarifaire. Ceci permet d'appliquer le même prix dans les territoires concernés par cette péréquation, même si le coût de production peut varier d'un pays à l'autre. En France, ce coût de production est moins élevé qu'à La Réunion pour le moment. Là-bas, la production d'électricité est assurée très largement par des centrales nucléaires alimentée par de l'uranium importé.

Cet uranium provient en majorité du Niger. Manifestement, les habitants de ce pays ne bénéficient pas des retombées économiques liées au fait qu'ils sont les fournisseurs d'une matière première indispensable à un des pays les plus riches du monde. Le TGV, le développement des voitures électriques et la vie quotidienne des Français repose sur l'uranium du Niger. Or, le niveau de vie de la

population du pays qui possède la richesse, le Niger, est très inférieur à celle de celui qui la consomme, la France.

Le monde change

Dans le passé, des chefs de l'État nigériens ont voulu augmenter le prix de l'uranium payé par la France. Ceux qui osèrent s'engager dans une telle démarche furent renversés par un coup d'État sans que l'important contingent de l'armée française présente dans le pays n'intervienne.

Depuis cette époque, la situation a évolué avec l'arrivée en Afrique des grandes puissances du 21^e siècle : Chine, Inde ou Russie sont des alternatives aux anciennes puissances coloniales occidentales qui régnaient sur notre continent. La semaine dernière, tous les pays d'Afrique ont participé à un sommet avec la Russie, 40 États ont signé des accords de coopération militaire avec ce pays.

Le Niger pourrait donc très bien chercher à vendre son uranium à d'autres pays à des conditions plus avantageuses que le prix payé par la France.

Uranium matière première des centrales nucléaires

C'est dans ce contexte qu'intervient le coup d'État au Niger. Il est marqué par des manifestations de soutien à l'armée qui a pris le pouvoir, qui s'accompagnent de mot d'ordre contre la France. Déjà cette année, le Mali a obtenu le départ de l'armée française

de son territoire. Aux côtés du Burkina-Faso, le Mali affirme également que toute opération militaire pour rétablir le président nigérien est une déclaration de guerre à son encontre.

Si ce coup d'État débouche sur une période de transition avant de nouvelles élections et un nouveau gouvernement, quel sera l'impact sur la relation entre le Niger et la France, et donc sur le prix de l'uranium qui fournissent l'électricité aux Français ?

Une éventualité n'est pas à exclure : un nouveau pouvoir qui veut renégocier à la hausse le prix de l'uranium acheté pour les centrales nucléaires françaises. Si le prix de la matière première augmente, celui de l'électricité suivra la même tendance. Or, le prix de l'électricité à La Réunion est aligné sur celui de la France par une péréquation tarifaire. Il suivra donc ici la même tendance.

Autonomie énergétique

Ceci rappelle l'importance d'atteindre au plus vite l'autonomie énergétique de La Réunion avec des sources d'énergies locales. Celles qui sont disponibles à La Réunion sont renouvelables, et abondantes. L'utilisation du soleil, de la mer, du volcan et des cours d'eau produira une électricité dont le prix ne sera pas soumis aux aléas des crises internationales. Dans le même temps, l'évolution technologique ne cesse de faire baisser le coût de production de l'électricité à partir des énergies renouvelables.

M.M.

« Fèr Kaloubadia dann tante kouvèrte » In kozman pou la rout

Médam zé méssyé, la sossyété koz èk mwin sé koz èk in kouyon, mé sé o pyé d'lo mir k'i oi lo masson.

Mézami, zot i koné kossa i lé tante kouvèrte : sa té gayar, oui sa, pars i oi pa sak néna dodan épi lo kontoni - konm i di — té bien protézé. Domaz koméla néna pi tro pars lontan li té bien itil sirtou pou fé lo kaloubadia.

Kaloubadia ? Demoune koméla i koné pi tro sa mé lété souvan défoi dé shoz loush é pa klèr. Konm par ébzanzp marshé noir... Mi rapèl lo shanté Karia Maxime Lahoppe téi di konmsa : « Anpèsh anpèsh karia — la fé son pti kaloubadia »

Mé mi arète tèrta é ni artrouv pli d'van, sipétadyé.

Suite du Conseil interministériel outre-mer à Paris

Des présidents de collectivité de Guadeloupe, Martinique, Guyane, Mayotte, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon écrivent au président de la République

Un communiqué du Conseil régional de Guadeloupe publié hier rend compte de la démarche de plusieurs collectivités signataires de l'Appel de Fort-de-France : un courrier adressé au président de la République « afin de l'interpeller sur les suites à donner au récent CIOM et, sur la nécessité d'ouvrir des discussions sur la prochaine réforme constitutionnelle ». Selon ce communiqué, La Réunion n'est pas associée à la démarche.

« Réunis samedi 29 juillet en Guadeloupe, les Présidents des Exécutifs de Guadeloupe, Martinique, Guyane, Mayotte, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ont adressé un courrier au Président de la République, Emmanuel MACRON, afin de l'interpeller sur les suites à donner au récent CIOM et, sur la nécessité d'ouvrir des discussions sur la prochaine réforme constitutionnelle.

En effet, si des mesures ont pu être actées par le Comité Interministériel des Outre-mer suite à la mobilisation des différents pays d'outre-mer et des nombreuses propositions formulées par leurs élus, certaines avancées nécessitent encore approfondissement et suivi dans leur mise en œuvre afin d'améliorer, sans tarder, les conditions de vies quotidiennes en Outre-mer. Chaque trimestre, une réunion pourrait se tenir pour faire le point sur l'avancement de ces mesures.

Sur le volet constitutionnel, les présidents d'Exécutif rappellent leur attachement à ce que la réforme de la Constitution ne se fasse pas sans que les territoires d'outre-mer ne soient associés. Dans le respect des



trajectoires de chacun, les exécutifs ont également réaffirmé leur volonté de renforcement de la démocratie locale et de la responsabilité. Ils invitent donc le Président de la République à l'instauration, dès la fin du mois d'août, d'un dialogue sur la réforme à venir afin de répondre aux besoins des populations d'Outre-mer.

Outre ces échanges, les Exécutifs ont également abordé, d'une part la question des mesures à mettre en œuvre pour le renouvellement des flottes de pêche, et, d'autre part, la situation de la compagnie aérienne Air Antilles / Air Guyane. Sur tous ces dossiers, les présidents des exécutifs ont réitéré leur unité. »

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

I fo arête avèk lizolman noute péi dann loséan indien... I fo La franss i arête avèk son léspré dominasson dsi nou.

Mézami, mi koné pa zot, mé mwinn mi yème pa tro lizolman é opliss i sava, opliss mi san noute péi lé toussèl dann in sistème franssé épi éropéin k'i done pa nou lo shoi dann noute frékanasson. Kan mi lir dann zournal bande rolassion in péi konm Maurice néna, mèm Sésèl, mèm bannzil Komor sanm pou mwinn zot néna lo shoi, alé oir nou, nou napoin lo shoi. Nou lé koinssé dann in sistèm.

Si ni rogarde la COI, ni konstata La franss la kaziman pran noute plass é nou lé bien an pène pou fèr avanss noute zidé épi défande noute zintéré dann la rolassion rante La Républik Maurice, Madagaskar, Sésèl, Komor épi La franss. Oussa i lé l'inivèrssité l'osséan indien ? Nil par, dizon i égziss pi. Si ni rode bande zakor kopérassion rante nou é lé zot manb la COI, lé drol mé napi é si zamé i nonm in rényoné konm sokrètèr zénéral la COI, sé pou anpèsh ali fé kétshoz pou La Rényon. Antouléka si li la fé mi oi pa koué !

Sak la lir l'interview Elie Hoareau par Salim Lamrani i konstata non sèlman La franss épi L'érope i défande pa nout zintéré dann noute réjion, pire ké sa li sakrifyé noute zintéré. Elie i éspliche in zour dsi la késtyon bande APE, dann tan li lété dépité éropéin, li la parti oir in moune la commission éropéène pou li dir koman noute lékonomi téi pé z'ète dann danzé avèk bande famé APE. La pèrssone la di ali karéman La franss lé o kouran toute bande négossyasson é zamé èl na poin arien pou dir. Li téi vé dir soiploman : alé domande dé konte oute gouvèrnman si wi vé !

Mézami, sèryèzman, ni pé pa kontinyé konmsa. Si ni vé in dévlopmann otosantré dann losséan indien ni pé pa kontinyé tourn lo do avèk sak ni apèl noute bande péi é pèp frèr...I fo in raproshman rantre nou é zot dann zot intéré épi dann noute intéré anou. Tanka La franss mi panssé li doi arête in pé avèk son sistèm dominasson dsi nou.

A bon antandèr salu !

Justin